

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1853 — 1854.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 6.

M. AD. ROUSSEL, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 8123. | Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 14 décembre 1853,
Le sieur Capiou demande que son fils et enfant unique, qui a été incorporé dans l'armée avec la classe de 1852, soit libéré du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| 2. | 8102. | Par pétition datée de Paris, le 6 décembre 1853,
Des fabricants de broderies, à Paris, demandent si un genre de broderies, appelé <i>broderie anglaise-guipure</i> , dont le sieur Charavel s'attribue le monopole, peut être l'objet d'un brevet, si c'est une invention nouvelle et si un travail semblable se fait en Belgique. — Concl. — Ordre du jour. |
| 3. | 8118. | Par pétition datée de Gouvy, le 12 décembre 1853,
Le sieur Rouche, ancien sergent-major, réclame l'intervention de la Chambre pour que le Département des Affaires Étrangères donne suite à sa demande tendant à faire parvenir des pièces au Gouvernement français. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères. |
| 4. | 8153. | Par pétition datée d'Arlon, le 17 décembre 1853,
Le sieur De Kersmaker, ancien officier, prie la Chambre d'apporter à la loi sur les pensions militaires une modification en faveur des officiers entrés au service, en 1830, à un âge trop avancé pour acquérir quarante années d'activité, et demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |

5. 8070. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 novembre 1853,
Le sieur Petersen, ancien sous-officier, blessé de septembre, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur.

M. DE PERCEVAL, 2^{me} rapporteur.

6. 8098. Par pétition datée de Molenbeek-St-Jean, le 8 décembre 1853,
Le sieur de Meyer, ancien maître de postes à Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef des pertes qu'il a éprouvées dans son service, pendant les années 1846 à 1852. — Concl. — Ordre du jour.
7. 8077. Par pétition datée de Waremme, le 10 novembre 1853,
Les instituteurs primaires du 14^e ressort de la province de Liège demandent que la disposition de l'arrêté royal du 10 décembre 1852 sur la caisse de prévoyance, qui est relative au taux de la pension et à l'âge qui donne droit à la pension, soit rapportée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
8. 8092. Par pétition datée de Vroenhoven, le 5 décembre 1853,
Le sieur Haegle propose d'établir, sur les annonces dans les journaux, une taxe de 2 ou 3 centimes, dont le produit serait destiné à faire des approvisionnements de grains pour les années de disette. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
9. 8139. Par pétition datée de Tournay, le 15 décembre 1853,
Le sieur Chavaete réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une réponse à la demande qu'il a présentée à M. le Ministre de la Justice. — Concl. — Ordre du jour.
10. 8056. Par pétition sans date,
Les sieurs Émile Denis, sergent-major au 5^e régiment de ligne, et Charles-Adolphe Denis, soldat au 2^e régiment de chasseurs à pied, demandent l'autorisation de prendre du service en Turquie, pour la durée de la guerre. — Concl. — Ordre du jour.
11. 8129. Par pétition sans date,
Les conseillers communaux d'Ellezelles demandent que les frais d'entretien des indigents détenus aux dépôts de

mendicité soient payés au moyen de 2 centimes additionnels au principal des contributions directes de la commune du domicile de secours, et, si le produit en est insuffisant, au moyen d'une somme égale, à charge de la province, sauf à l'État à fournir le surplus, s'il y a lieu.
— Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.

12. 8059. Par pétition datée de Lessines, le . . novembre 1853,
Les secrétaires communaux du canton de Lessines demandent l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
13. 8120. Par pétition datée de Gand, le 25 novembre 1853,
Des entrepreneurs de messageries en voitures publiques prient la Chambre de rapporter la législation sur la poste aux chevaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

M. VANDER DONCKT, 5^{m^e} rapporteur.

14. 7823. Par pétition du 16 mai 1852,
Les instituteurs primaires du canton de Quevaucamps demandent que le Gouvernement soit invité à rapporter l'arrêté du 10 décembre 1852, qui a modifié le règlement organique des caisses provinciales de prévoyance des instituteurs primaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 7826 Par pétition datée de Basse-Bodeux, le 19 mai 1853,
Le sieur Larondelle, desservant de Basse-Bodeux, prie la Chambre de décider si le curé ou desservant est tenu d'écrire sur papier timbré le certificat ou la copie, qui lui est demandé, d'un acte pastoral attestant qu'une personne a reçu le sacrement de baptême ou autre, et d'ordonner qu'il lui soit fait remise de l'amende que lui réclame le receveur de l'enregistrement pour avoir délivré, sur papier libre, un extrait de ses registres paroissiaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
16. 8034. Par pétition datée d'Anvers, le 18 novembre 1853,
Le sieur Thiery, capitaine pensionné, prie la Chambre de faire reviser sa pension, si ses années de service de France ne lui avaient pas été comptées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
17. 7776. Par pétition datée d'Uccle, le 11 mai 1853,
Le sieur Van Snick, lieutenant pensionné, prie la

Chambre de modifier la loi sur les pensions militaires en faveur des officiers qui sont entrés au service à un âge avancé, et de lui faire obtenir une pension égale à la moitié de celle qu'une loi récente accorde à un sous-lieutenant polonais.

18. 7349. Par pétition datée de Dinant, le 9 mars 1853,
Les sieurs Closset et Watelet, huissiers de la justice de paix du canton de Dinant, présentent des observations contre les pétitions des huissiers des tribunaux de première instance et des cours d'appel tendant à être autorisés à notifier les actes qui entrent exclusivement dans les attributions des huissiers des juges de paix. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
19. 8255. Par pétition datée de Noduwez-Linsmeau, le 21 janvier 1854,
Le sieur Falkenbergh, secrétaire communal de Noduwez-Linsmeau, demande l'établissement d'une caisse provinciale de retraite en faveur des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
20. 7359. Par pétition datée de Gand, le 10 mars 1853,
Le sieur Vancleemputte, ancien chef de bureau à l'état-major de la garde civique de Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour faire régler sa position. — Concl. — Ordre du jour.
21. 8130. Par pétition datée de Schilde, le 10 décembre 1853,
Les membres du conseil communal de Schilde appellent l'attention de la Chambre sur le préjudice qu'éprouve l'agriculture dans cette commune, par suite du droit établi, à Anvers, sur les vidanges. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
22. 8134. Par pétition datée de 'S Gravenwezel, le 10 décembre 1853,
8074.
8241. Des propriétaires et cultivateurs de 'S Gravenwezel demandent l'abolition du droit sur les vidanges, établi par la ville d'Anvers.
Même demande d'habitants d'Anvers et de plusieurs ouvriers de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
23. 8080. Par pétition datée de Gand, le 30 novembre 1853,
Des vidangeurs, à Gand, demandent l'abolition de la taxe établie par l'administration de cette ville sur les vidanges. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

24. 8049. Par pétition datée de Loenhout, le 19 novembre 1853,
8053. Les bourgmestre et conseillers communaux, quelques
8061. propriétaires et cultivateurs de Loenhout demandent
8213. qu'il soit interdit d'imposer les vidanges.
Même demande des bourgmestre, conseillers commu-
naux, propriétaires et cultivateurs de Wuestwezel, West-
malle, Vlimmeren et d'habitants d'Anvers. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
25. 8112. Par pétition datée de Zoersel, le 10 décembre 1853,
8066. Les bourgmestre, conseillers communaux, proprié-
8151. taires et cultivateurs de Zoersel demandent une loi qui
8169. interdise d'imposer les engrais, et notamment les vidanges.
Même demande de propriétaires et locataires à Anvers,
de cultivateurs et propriétaires de Brecht; des bourg-
mestre, échevins, membres du conseil communal et au-
tres habitants de Wommelghem. — Concl. — Renvoi à
M. le Ministre de l'Intérieur.
26. 8057. Par pétition datée d'Anvers, le 25 novembre 1853,
Des propriétaires et agronomes, à Anvers, demandent
une loi qui défende aux administrations communales
d'établir des taxes sur les engrais, et qui abolisse celles qui
existent actuellement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre
de l'Intérieur.
27. 8082. Par pétition datée de Brecht, le 1^{er} décembre 1853,
8062. Les membres de l'administration communale et des
habitants et cultivateurs de Brecht demandent qu'il soit
interdit aux administrations communales d'établir un im-
pôt sur les vidanges ou autres engrais, et que les villes
et communes populeuses soient tenues d'avoir en dehors
de l'enceinte des habitations, un emplacement réservé
au dépôt des engrais.
Même demande des membres de l'administration com-
munale et des propriétaires de St-Léonard. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

